

Le Libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTELLE

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)

Chèque postal : Soustelle 516-67 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : Un an . . . 10 fr. Six mois . . . 5 fr.
POUR L'ÉTRANGER : Un an . . . 15 fr. Six mois . . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

O Pouvoir ! Quand tu nous tiens...

Est-il encore temps d'en parler ?

Pourquoi pas ? Eh bien ! parlons-en. Pas longtemps, parce que, en soi, l'événement n'est pas sensationnel, mais assez pour nous faire réfléchir, arrêtons-nous au geste de ces trois ministres — trois « as » du Parti radical, s'il vous plaît — qui, mis par leur parti en demeure de donner leur démission, n'ont pas hésité un instant à... conserver leurs portefeuilles.

Ils s'appellent... Sapristi !... là que leurs noms m'échappent et je le regrette, parce que je les eusse recommandés à la vénération des espèces vortardes qui, je le crains, ne sont pas à la veille de disparaître.

Mais, qu'ils se nomment X, Y ou Z, qu'ils soient du Nord ou du Midi, qu'ils appartiennent à la droite, au centre ou à la gauche, ce sont là, somme toute, des détails secondaires.

Ceci sert à retenir : qu'ils étaient membres d'un parti politique, qu'ils furent, à ce titre, appelés à entrer dans une combinaison ministérielle, que, celle-ci pratiquant une politique contraire à celle du parti auquel ils adhèrent, ils ont été sommés d'abandonner ce ministère et que, méprisant cet ultimatum, ils sont restés en place.

Il y aurait à composer une éditante chanson sur ce petit événement qui, durant vingt-quatre heures, retint l'attention publique et si le mordant et profond Jules Jany était encore de ce monde, il n'aurait pas manqué de nous gratifier d'un de ces refrains qui ont fait sa juste notoriété.

Je dis le refrain. Et c'est le terme qui sied, parce que, si, au Parlement, les partis et les hommes changent au caprice des fluctuations de la politique, les faits et gestes des hommes et des partis ne varient aucunement.

Pour les groupes comme pour les individus qui les composent, c'est la même gymnastique, ce sont les mêmes contorsions et acrobaties, dans le but de se hisser au pouvoir, et c'est la même gymnastique, ce sont les mêmes contorsions et acrobaties par la suite, dans le but de se y maintenir.

Un jour... il y a longtemps déjà... que j'étudiais le mécanisme parlementaire, je fus amené à dégrader des multiples et identiques constatations auxquelles je me livrais, une conclusion qui me frappa en raison même de sa simplicité.

Depuis j'ai maintes fois, soumis à l'épreuve de la discussion et des faits cette curieuse conclusion et les événements et la discussion n'ont fait que la corroborer.

La vérité, exprimée sous la forme la plus claire et la plus précise : dans le jeu des partis politiques et des parlementaires qui les forment, il n'y a que deux idées. La première consiste, quand on est minorité et opposition, à tout mettre en œuvre, à employer tous les moyens pour parvenir à être majorité et gouvernement ; la seconde consiste, quand on est devenu gouvernement et majorité, à employer tous les moyens,

à tout mettre en œuvre pour rester majorité et gouvernement.

J'ai cherché une troisième idée autour de laquelle, dans la pratique, la bataille des partis s'engage et se poursuit ; je n'en ai pas trouvé. Il y a bien ce qu'on qualifie pompeusement d'Ideal, de Programme ; il y a bien les revendications et les réformes, les améliorations et les progrès qui servent à distinguer les partis et à les différencier ; il y a bien les paroles données, les engagements pris, les promesses solennelles et les serments sacrés. Mais ce ne sont là que contorsions et acrobaties, arlequinades et bouffonneries, turpitudes et piteuses clowneries et pantalonades, grimaces, ruses et manœuvres, en un mot : « gymnastique », par quoi les partis s'ingénient à mettre la main sur le pouvoir et, quand ils s'en sont emparés, à le garder.

Je ne pense pas que les « fortes têtes » du Parti radical aient eu une seule minute que leurs copains ministres allaient lâcher leurs maroquins. S'ils ont eu cette pensée, qu'ils me permettent de leur dire qu'ils ignorent encore le b... a... ba du métier.

Ce qui est probable, c'est qu'ils ont voulu jouer un vilain tour à ces trois messieurs, les disqualifier et ruiner leur crédit dans les milieux radicaux, afin qu'ils soient écartés des prochaines combinaisons ministérielles ; de la sorte, quand il y aura lieu de faire, dans les futurs ministères, une place aux radicaux, c'est à d'autres que seront attribués les portefeuilles. Les aspirants ministres — il en grouille dans le Parti radical comme dans tous les partis — y trouveront leur compte.

En politique, je ne saurais trop y insister, il n'y a que deux mouvements, essentiels : prendre le pouvoir et le garder. Tout le reste est sans aucune espèce d'importance.

Dès lors, qui pourrait reprocher aux individus de faire ce que font les partis ? Et pourquoi des particuliers se feraient-ils scrupule d'agir comme le font les collectivités politiques auxquelles ils appartiennent ?

Il n'y a pas d'exemple à citer d'un parti qui, parvenu au pouvoir, y ait appliqué les principes et réalisé le programme qu'il avait affirmés dans l'opposition. Il n'y a pas, non plus, d'exemple à citer d'un parti qui, ayant renoncé à la mise en application de son programme, n'ait pas imputé cette trahison aux nécessités de l'extérieur ou aux exigences de l'intérieur afin de se cramponner au pouvoir.

Celui-ci exerce sur ceux qui le détiennent une telle fascination, qu'ils en arrivent à oublier totalement les engagements contractés et les promesses faites et qu'ils finissent par n'avoir plus qu'une pensée, à laquelle, sans hésitation comme sans remords, ils sacrifient tout : rester les maîtres.

Le pouvoir, c'est comme l'argent. Le riche croit posséder l'argent, et c'est l'argent qui le possède. Le maître croit tenir le pouvoir, et c'est le pouvoir qui le tient.

SEBASTIEN FAURE.

Pour que nos papillons s'envolent tous à la fois

Vous les avez eus la semaine passée. Sûrement qu'ils ne vous auront ni déçu ni manqué.

Près de mille francs de souscriptions et de commandes nous ont été adressés ce jour : c'est du bon augure.

Mais c'est un léger effort comparé à ce qui restait à faire. Car il ne faut pas, camarades, que nos papillons prennent leur vol les uns après les autres sur une durée illimitée. Au contraire, il faut, pour la bonne marche de la propagande qu'ils servent, dans l'intérêt de la cause qu'ils défendent, que nos deux millions de papillons soient collés dans l'espace de quelques semaines.

Ne craignez rien, les amis. N'ayez point peur d'être désarçonnés quand ces papillons auront accompli leur effet. L'Union Anarchiste vous demandera encore votre concours pour une œuvre au moins aussi intéressante que celle-ci.

Soyez donc de cœur avec l'U. A. et manifestez-le lui tout de suite. Dépêchez-vous d'indiquer le nombre de papillons gagnés et PERFORES que vous désirez. Adresser-les de présenter nos listes de souscription à vos parents, à vos copains, à l'atelier, au chantier, à l'usine, au bureau, partout enfin.

Quinze cents de ces listes sont déjà en mains ; d'autres partent à chaque instant à destination. Les militants qui avaient été oubliés sont priés de nous l'écrire, ils en recevront une par retour du courrier.

Nous répons que les souscripteurs auront droit aux papillons au prorata des sommes versées ; qu'ils doivent, en conséquence, nous envoyer une ou plusieurs adresses où nous leur expédierons de quoi faire d'excellente besogne.

en faveur de cette amnistie qui nous rendra un Cottin, une Germaine Berton, un Gaston Rolland, le malheureux Lavé qui depuis 13 années — oui, 13 années ! — est là-bas au bagne, nous maudissant sans doute de l'avoir presque complètement délaissés.

Alors, camarades, ces pensées-là vont nous aider à nous élever au-dessus du train-train de notre existence si habituellement morne, et nous permettre de faire aujourd'hui plus qu'hier pour la propagande, et demain plus qu'aujourd'hui.

Adressez argent et commandes à Ferand, 9, rue Louis-Blanc, Paris-10°.

1.000 papillons 3 fr. 75 plus 0 fr. 60 de port.
2.500 papillons 9 fr. 35 plus 1 fr. 50 de port.
5.000 papillons 18 fr. 70 plus 3 fr. de port.
10.000 papillons 37 fr. 40 plus 6 fr. de port.

LE GROUPE ANARCHISTE DU 20°

Le Jeudi 12 Juillet, à 20 h. 30
A la Bellevilloise, 23, rue Boyer
(Métro : Martin-Nadaud)

Grande Conférence
publique et contradictoire, sur
L'Imposture religieuse, l'idée
chrétienne et la Guerre.

par le camarade Robert Chardon, instituteur, membre de l'A.R.A.C.
La controverse sera assurée par M. l'abbé Viollet et M. le docteur Cornilleau.

Participation aux frais : 1 franc

Le Bâtiment sauvera le syndicalisme français

Il y a deux ans, lors du Congrès de Dijon, l'humanité ne marchandait pas ses éloges aux syndicalistes révolutionnaires de la Fédération du Bâtiment. Depuis, les temps sont changés. Le syndicalisme du Bâtiment, qualifié par les communistes d'anarcho-syndicalisme, est aujourd'hui vivement critiqué par les gens de Moscou. « Pour sauver le syndicalisme avant qu'il ne soit trop tard », le Parti communiste et l'humanité avaient, avant le Congrès de la Fédération du Bâtiment, tout mis en œuvre pour noyauter les syndicats et s'emparer de la direction du mouvement. Mais les gens du Bâtiment ont su déjouer la manœuvre et malgré leur jésuitisme et leur discipline aveugle, les communistes n'ont pu réussir ni à affaiblir le syndicalisme révolutionnaire, ni à discréditer ses militants.

Désirant, pour la netteté de l'attitude des délégués, condamner l'intrusion des partis politiques et des sectes dans le mouvement syndical, Charbonneau, au nom du Syndicat unique, a fait adopter une résolution qui condamne catégoriquement l'activité néfaste des commissions syndicales du Parti communiste, en même temps que la campagne menée ces temps derniers dans l'humanité par certains membres de la minorité.

La "Vie Ouvrière" et Monmousseau se sont disqualifiés

SEMAR, DUDILLEUX, BISCH, JACOB, RAGAMOND, BOVILLE, DESMOULIER, BERRA, PIETRON, HERLET, MEMBRES DU COMITÉ DE REDACTION DE LA "V. O.", COUVRENT-ILS LES TRAHISONS DE CE JOURNAL ET DE SON DIRECTEUR-GERANT MONMOUSSEAU ?

La Vie Ouvrière publiait, le vendredi 1^{er} juin, — en première page et caractères gras — en tête d'un papier : « Grâce aux souscriptions versées depuis dix-huit mois par nos amis, nos dettes sont éteintes. Nous ne devons plus un sou chez l'imprimeur et le marchand de papier. Ce résultat, nous sommes heureux de vous l'annoncer. Merci à tous ! »

La Vie Ouvrière mentait impudemment. Nous savions quelle n'avait pu ainsi payer ses dettes.

Quel intérêt avait-elle à cacher la provenance de ses ressources ? Pour quelles raisons abusait-elle de la confiance de ses lecteurs ?

Nous devinons trop la cause de ses mensonges pour ne point relever ceux-ci immédiatement. Ici une parenthèse : nous ne voyons nul inconvénient à ce qu'un journal accepte de l'argent de ses amis ou des lecteurs sympathisants, mais à condition que les sommes recueillies soient annoncées dans les colonnes du journal. La Vie Ouvrière, d'ailleurs de cet avis, puisque, chaque semaine elle insérait, sous une rubrique spéciale, les dons qui lui étaient faits.

Pourquoi, dans ces conditions, le journal de Monmousseau ne mentionne-t-il point l'argent reçu ? Pourquoi veut-il faire croire qu'il l'avait toujours tout mentionné ?

Mais, d'abord, à nous de tenir notre promesse, puisque Monmousseau se dérobe, et de prouver — chiffres en mains — que la Vie Ouvrière, contrairement à ses affirmations, n'a pas remboursé ses dettes avec le fruit de ses souscriptions.

Ce ne sera pas facile. La Vie Ouvrière accusait, au mois d'octobre dernier — voir son numéro du 13 octobre 1922 — une dette pressante de 16.525 FRANCS.

Du 13 octobre 1922 au 1^{er} juin 1923 — date à laquelle elle était son étonné mensonge — la Vie Ouvrière ne recolta comme souscriptions que 8.620 FRANCS.

Nous constatons donc que 16.525 fr. — 8.620 fr. = 7.905 fr., qui seraient tombés du ciel dans l'escarcelle de l'organe de la rue Pellepoire.

Il nous serait aisé de démontrer — par la Vie Ouvrière elle-même — que les souscriptions de la V. O. étaient chaque semaine nécessaires à sa parution. Nous ne pouvons en passer.

Nous répons nos questions : Pourquoi le journal de Monmousseau ne mentionne-t-il point tout l'argent reçu ? Pourquoi veut-il faire croire qu'il l'avait toujours tout mentionné ?

Nous venons de répéter nos questions et nous y répondons nous-mêmes cette fois puisque, depuis un mois, Monmousseau, pourtant si loquace habituellement, garde un silence significatif.

Le journal de Monmousseau ne mentionne point tout l'argent qui entre dans sa caisse parce que l'Internationale Communiste lui en fait tenir ou directement ou par organisations ou personnes interposées.

Le journal de Monmousseau veut faire croire à ses lecteurs ce qui n'était pas, parce que, recevant de l'argent de Moscou et l'avouant, il lui aurait été difficile ensuite de se donner comme champion de l'autonomie syndicale.

La Vie Ouvrière s'est disqualifiée en agissant de la sorte... et ça n'a pas grande importance. Monmousseau s'est, lui aussi, disqualifié, et ça vaut que l'on s'y arrête en raison de la fonction qu'il occupe à la C.G.T.U. Car comment fera-t-il admettre qu'il puisse, au secrétariat de la Confédération Générale du Travail Unitaire, veiller à l'indépendance du mouvement syndical s'il l'a par le présent article politique pour faire vivre un hebdomadaire dont il est le directeur.

Hier, pour la première fois peut-être, on vit des fonctionnaires syndicaux mettre la minorité en demeure d'exposer, devant le Congrès, les griefs qu'elle avait eu devoir publier dans une circulaire. Mais ce fut en vain que le bureau demanda la justification des attaques dirigées contre lui. Dans leurs explications embrouillées, les membres de l'opposition ne purent que reconnaître la valeur du syndicalisme révolutionnaire et approuver sans réserve le rapport moral que, logiquement, ils auraient dû repousser.

Après cette gifle donnée à leur Parti, nous pensons que les syndiqués communistes commenceront à réfléchir et qu'ils ne viendront plus affaiblir les syndicats avec leurs histoires de boutique. Nous pensons également que cela donnera à réfléchir à ceux qui pourraient être un jour tentés de renouveler la même manœuvre. Mais, pour que de pareils faits ne se renouvellent plus à l'avenir, il faut que la leçon, lors de l'orientation syndicale, soit encore plus sévère ; il faut sans ménagement dénoncer les agissements intéressés des plus détestables des politiciens.

FERANDEL.

(Voir le compte rendu du Congrès en 4^e page.)

LES ARCANES DE LA DIPLOMATIE Au seuil d'une nouvelle guerre

Les hyènes se réveillent et se préparent à recommencer leur sarabande macabre autour de nouveaux monceaux de cadavres.

Cinq années ne sont pas encore révolues depuis la dernière boucherie — et des nuages rouges obscurcissent l'horizon. Les régions dévastées n'ont pas encore eu le temps de recueillir de leurs cendres, les familles endeuillées n'ont pas séché leurs larmes que le Minotaure pousse un nouveau hurlement et s'apprête à faire un nouveau festin de chair humaine.

Un cataclysme, plus horrible encore que celui d'aujourd'hui, nous saignerait à blanc, menace de ravager l'Europe. Les impérialismes rivaux de France et d'Angleterre sont actuellement aux prises... et les gouvernants de ces deux pays sont des hystériques du nationalisme. De telle sorte que tout est à craindre de leur querelle... hormis la paix !

DEUX POLITIQUES

Pour bien comprendre toute la gravité de la situation, il nous faut jeter un rapide coup d'œil en arrière et nous reporter à 1905, date à laquelle se dessina le mouvement qui devait nous conduire à la guerre de 1914 et qui nous menace d'une nouvelle hécatombe.

A cette époque, l'Europe se trouvait à un carrefour. Deux routes s'offraient : l'une menant à la guerre, l'autre consolidant la paix.

De l'attitude de la France dépendait l'une de ces deux issues. Comme s'ils avaient juré l'extermination de tous les maux qui leur avaient confié leurs destins, les patins criminels qui étaient au pouvoir choisirent la guerre.

Voici, du reste, comment cela se produisit : Deux pays entraient en compétition pour la suprématie maritime.

L'Allemagne, ayant compris que le brigandage colonial offrait plus de ressources — et avec moins de risques — que les guerres d'annexions européennes, avait décidé de créer une marine puissante grâce à laquelle elle irait se procurer, dans les contrées lointaines, de nouveaux débouchés pour son commerce et de nouveaux terrains pour son excédent de population.

De puissants dreadnoughts furent donc mis en construction.

L'Angleterre, qui possédait (et possède encore) la maîtrise des océans, voyait d'un mauvais œil se dresser une puissance concurrente. Aussi résolut-elle d'empêcher, coûte que coûte, l'Allemagne de se créer un domaine colonial qui pourrait un jour contrebalancer son influence mondiale.

Pendant un certain temps, elle rêva d'opérer un grand coup de force qui renouvellerait l'exploit de Nelson, détruisant la flotte danoise à Copenhague, en 1807, en pleine paix. L'amiral Fischer, confident et favori d'Edouard VII, eut l'idée d'aller à Kiel anéantir, sans avertissement préalable, la flotte allemande — ce qui aurait écarté dans l'ouest l'essor maritime allemand (1).

L'immoralité du plan fut-elle un obstacle à sa réalisation ? Edouard VII craignit de se mettre le monde entier contre lui ? — Toujours est-il que ce plan ne fut jamais mis à exécution.

C'est alors que l'Angleterre elabora un autre plan d'action qui devait l'emener au même résultat. Ce plan consistait à anner la France à partager sa politique. Elle travailla donc activement, mettant en œuvre tous ses trésors de diplomatie pour ce faire. Elle savait que la tâche lui était rendue singulièrement facile par l'hostilité que les milieux politiques français nourrissaient contre l'Allemagne, depuis le traité de Francfort.

Amener la France à déclarer une guerre à l'Allemagne, et profiter de l'occasion pour anéantir la marine allemande avant que celle-ci eût le temps de devenir dangereuse, telle était la politique anglaise.

LA GUERRE POUVAIT ETRE EVITEE Mais l'Allemagne voyait le danger. Aussi fit-elle tous ses efforts pour contrebalancer l'influence anglaise. Il ne fut aucun tentative de rapprochement franco-allemand qui ne fut déjouée.

Les diplomates allemands firent entrevoir aux gouvernements français que tout danger de guerre entre la France et l'Allemagne devait être écarté du fait de l'orientation nouvelle de la politique allemande ; ils dirent que nous n'avions plus aucune raison de nous délier de l'impérialisme allemand, puisque celui-ci prenait comme champ d'action les terrains d'outre-mer.

Aux yeux même, ils firent entrevoir que l'alliance franco-allemande pouvait empêcher définitivement tout retour d'une guerre continentale. En effet, l'alliance de la France et de l'Allemagne créait une puissance maritime assez forte pour pouvoir se moquer de tous les défis de l'Angleterre. L'expansion parallèle des domaines coloniaux franco-allemands pouvait équilibrer la situation commerciale — et les deux pays unis constituaient une force tellement grande que nulle nation n'osât s'y attaquer.

Si les républicains, vermine qui font métier d'hommes d'Etat avareux, en réalité le souci de la prospérité du pays qu'ils gouvernaient, ils auraient donc adopté cette politique qui était, du moins, une politique de paix.

(Oh ! je sais qu'on me dira que c'était une politique basée sur une alliance de brigandages. Soit. Mais, ici, l'expose la situation diplomatique et malgré toutes mes répugnances pour tous les gouvernants, je dois dire, quand même, que je préfère toutefois une politique de paix à une politique de guerre.)

Si les républicains, vermine qui font métier d'hommes d'Etat avareux, en réalité le souci de la prospérité du pays qu'ils gouvernaient, ils auraient donc adopté cette politique qui était, du moins, une politique de paix.

(1) Amiral Fischer, Mémoires. (Londres 1914.)

On me dira encore que, de toute façon, c'est le prolétariat qui aurait fait les frais de cette alliance. Soit. Mais cela aurait quand même coûté moins cher, et cela nous aurait épargné des millions de cadavres.

On sait ce qui arriva. L'Entente cordiale fut conclue entre l'Angleterre et la France en 1906. — La guerre fut déclarée en 1914.

LA GUERRE QUI VIENT

Maintenant que l'Allemagne est anéantie, une seule puissance gêne l'Angleterre dans le domaine colonial. Cette puissance, c'est la France. Aussi, comme elle travaille depuis 1905 à détruire l'Allemagne, elle œuvre depuis 1919 à anéantir la France.

Et, comme elle se sert de la France pour abattre l'Allemagne, elle va se servir demain de l'Allemagne pour rayer la France du nombre des puissances dangereuses.

Et, pour ce faire, elle aura la tâche facile.

Nos gouvernants, depuis 1918, mènent la politique la plus follement impérialiste. Au lieu d'essayer de ramener la paix sur l'Europe ; au lieu de travailler à panser les plaies béantes causées par la guerre ; au lieu d'essayer de ramener un peu de bien-être sur le monde et d'atténuer autant que faire se peut les lourdes charges de la boucherie, nos gouvernants semblent prendre un malin plaisir à faire perdurer — voire à accentuer — le gâchis économique qui plonge une si grande partie de la population ouvrière d'Europe dans la misère.

Non satisfaits des 1.500.000 morts, voilà qu'ils cherchent toutes les occasions de se montrer belliqueux et de créer de nouveaux conflits. Ceux qui n'avaient pas assez de protestations contre les soi-disant atrocités allemandes, se conduisent plus sauvagement que les troupes allemandes d'occupation. Nulle provocation n'est négligée, nulle mesure d'arbitraire n'est omise. Fusillades, emprisonnements, amendes, aux populations au moins, tout est mis en œuvre pour que les Rouhros se révoltent, ce qui donnerait aux nationalistes français l'occasion d'un massacre en grand.

La France, qui fut le berceau des idées de révolte et de paix, est devenue le pays le plus réactionnaire et le plus impérialiste du monde.

Aussi les Anglais choisissent-ils le bon moment pour amorcer leur campagne contre la France.

Les habitants de la Ruhr — que les troupes françaises traitent comme du bétail — sont en état de les aider. Les pauvres habitants des pays rhénans n'attendent qu'une occasion pour se révolter contre l'odieuse tyrannie qu'on fait peser sur eux.

Et, à part la Belgique, le reste de l'Université professe un mépris total et l'animadversion la plus complète contre les sanglantes trahisons qui gouvernent la France.

La presse mondiale est unanime (à part les feuilles à la solde du gouvernement Poincaré) à réprouver l'attitude ignoble de la France.

Et nos prostituées du journalisme n'hésitent cependant pas à créer un mouvement d'opinion contre l'Angleterre ; ils vont encore, dans leur folie, jusqu'à crier de nouveau : « A Berlin ! »

ACTION NECESSAIRE

Il serait temps de nous mettre en mouvement, si nous ne voulons pas assister à un nouveau 4 août 1914.

Il nous faut agir de toutes nos forces contre ce régime de sang et de honte qui nous mène à la ruine totale et qui, si continué, réussira à convertir la France en une vaste nécropole.

Une nouvelle guerre nous menace ! Il faut, dès aujourd'hui, commencer l'action nécessaire pour l'empêcher.

Comme je le disais dans mon dernier article, il ne faut pas compter sur les moyens constitutionnels et légaux pour arrêter l'abominable comédie qui se joue en ce moment.

Que tous les révolutionnaires sincères qui ont compris la gravité de la situation commencent la campagne d'agitation nécessaire pour qu'ils cessent enfin cette iniquité qu'est l'occupation de la Ruhr.

Il faut obliger les gouvernements à cesser leur politique de meurtres.

Et puis aussi il faut faire comprendre à tous que tant que le capitalisme subsistera, le danger de guerre perdurera.

Pour empêcher le retour des guerres, il faut abattre le capitalisme. Redoublons donc d'efforts dans notre propagande de tous les instants. De forte action bienfaisante, de notre agitation incessante, de notre propagande persistante doit venir la Révolution, qui balaira enfin tous les fantômes gouvernementaux, valets du capitalisme assassin.

J. LOUIS-LAEROL.

Le GROUPE DES JEUNESSES ANARCHISTES organise pour le 14 juillet, à Chelles, une

Grande Balade Champêtre

Un concert sera donné par des camarades chansonniers révolutionnaires, et le camarade Colomer fera une causerie sur

Arthur Rimbaud

avec récitations de poèmes

Tous les camarades anarchistes et sympathisants y sont cordialement invités.

Prendre le train à la gare de l'Est : à 7 h. 20, 9 h. 14 et 9 h. 20, etc. Des fleches seront mises sur le par...

1^{re} A Tourezing, lors de la ven

